



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités  
et de la Protection des Populations**

Service productions animales et environnement  
4, Avenue Rose Poirier  
BP 61029  
88050 Epinal Cedex 09

Epinal, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GAEC D'AYDOILLES**

14 Route de Vaudéville  
88600 Aydoilles

Références : AR / 25 - 03173  
Code AIOT : 0058800034

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement GAEC D'AYDOILLES implanté au 14 Route de Vaudéville 88600 Aydoilles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée suite à un signalement de pollution dans un fossé situé en contrebas de l'exploitation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC D'AYDOILLES
- 14 Route de Vaudéville 88600 Aydoilles
- Code AIOT : 0058800034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comporte plusieurs activités d'élevage de bovins (engraissement et laitier) avec une unité de méthanisation.

Le GAEC compte 4 associés. Le site se trouve en retrait du village.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Élevages Rétention
- Eau de surface
- Fuite dans le milieu

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est propre et bien entretenu.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Dispositif de rétention des	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	2 mois



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	pollutions accidentelles			
3	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a remédié au problème dès qu'il en a eu connaissance. A ce jour, plus aucun rejet n'est visible dans le milieu naturel.

Cependant, le rejet a duré plusieurs mois. Le fossé est donc colmaté par une forte quantité de matière organique, où se développent des tubifex (marquage typique de pollution organique chronique).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Collecte et stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Collecte et stockage des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Suite à un signalement de rejets de couleur blanche dans le milieu naturel (fossé), l'inspection s'est rendue sur place pour constater ledit rejet et échanger avec l'exploitant concerné. L'exploitant précise que des problèmes de tuyauterie seraient à l'origine du rejet. En effet, la connexion du tuyau entre le tank à lait et la fosse s'est déconnecté à plusieurs reprises, laissant ainsi l'eau de lavage s'évacuer vers le réseau pluvial. Une notification d'incident a été fournie à l'inspection. L'exploitant a fait le nécessaire pour évacuer convenablement les eaux de lavage. Celles-ci sont collectées dans la fosse à lisier via un bac tampon. Un regard de visite est bien présent pour contrôler les fuites éventuelles de la fosse, celui-ci ne semblait pas sale. Cependant, il ne disposait pas d'un couvercle de sécurité. Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas de plan de réseaux de collecte.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit: <ul style="list-style-type: none"> <li>mettre un couvercle sur le regard de visite de la fosse,</li> <li>fournir un plan des réseaux de collecte mentionnant les flux de liquide (lisiers, eaux blanches, eaux vertes, lixiviats et eaux pluviales).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention produits dangereux

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits dangereux identifiés par des pictogrammes ne sont pas détenus dans les bonnes conditions.</p> <p>Aucun dispositif de rétention n'est présent.</p> <p>Les carburants et additifs sont détenus, pour partie, dans des cuves paroi simple, sans bac de rétention.</p> <p>Le GNR est quant à lui stocké dans une cuve double paroi.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• installer des dispositifs de rétention sous l'ensemble des produits dangereux,</li> <li>• séparer les produits non compatibles dans différents bacs de rétention.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Collecte et stockage des effluents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Gestion des eaux de pluie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan des réseaux de collecte de son installation.</p> <p>Les eaux pluviales doivent y être mentionnées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• fournir un plan des réseaux de collecte avec les flux d'eaux de pluie.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>